Historique de l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS) et Évaluation de son apport sur la marchandisation de l'éducation

(1) Docteur AÏCHA Mohamadou, (2) Professeur EZE EZE Donatien, (3) Professeur IBRAHIMA Adamou, (4) Professeur Maingari Daouda, (5) Professeur Amina Goron, (6) Docteur Maimounatou Moussa

(1) Université de Ngaoundéré, Faculté des Sciences de l'Éducation, Département de Mesure et Évaluation, Historienne de l'éducation et Comparatiste de l'éducation, Responsable du Laboratoire de Mesure (LAME)/ (237)690361508

(2) Université de Ngaoundéré, Faculté des Sciences Économiques et de Gestion, Responsable du laboratoire d'économie appliquée (LEA)

(3) Université de Ngaoundéré, Faculté des Sciences, Écologie Végétale, spécialiste en dynamique fonctionnelle et modélisation des agrosystèmes

(4) Université de Yaoundé 1, Département de curricula et évaluation à la Faculté des Sciences de l'Éducation.

(5) Université de Maroua, Département des Sciences du Langage et de la Communication à la FALSH

(6) Inspection de Pédagogie, Yaoundé

ABSTRACT

Our article focuses on the process of commercialization of education in the global market, for which the General Agreement on Trade in Services (GATS) was created to standardize this trade. The standardization of the global market for educational provision makes education a commodity with its multiple corollaries. Thus, within the framework of the globalization of education, that is, an education open to other educational systems, we note a specialization of these systems in what they know best in human capital formation. The GATS formalizes the procedures and processes concerning the international exchange of educational services. By opting for a historical-evaluative approach, we will show how globalization impacts the educational field where access to knowledge now transcends borders, the demand for education is increasingly strong, teachers, learners, education managers move to go elsewhere to immerse themselves in how education is implemented, interculturalism in education connects actors in otherness, investments in education are becoming international, open and distance learning is gaining momentum. We will use Cameroon to show the influence of this Agreement from the World Trade Organization (WTO) in an education system still marked by the imprint of the colonial legacy.

KEYWORDS : Educational service, General Agreement on Trade in Services, commoditization of education, globalization of education, Cameroon.

1. INTRODUCTION

Il existe deux types de mondialisation : la première qui a eu lieu de 1870 à 1914 et la deuxième qui a commencé depuis 1980 et qui continue jusqu'à nos jours avec des multiples accélérations (Suzanne, 2003). C'est de cette accélération qu'est née la mondialisation des services éducatifs à travers l'Accord Général sur le Commerce des Services (Leroux, 2002). Il convient de souligner que le secteur des services est l'un des plus grands moteurs de l'économie mondiale. Dans le passé, l'absence du cadre juridique concernant le commerce des services, était une grave anomalie que la consécration de l'AGCS est venue pallier (Aïcha, 2020). L'AGCS englobe donc tous les services concernant le commerce international dont l'éducation en fait partie (OMC, 2001). Dans les services éducatifs, on retrouve cinq (05) catégories des services que sont l'enseignement primaire, l'enseignement secondaire, l'enseignement supérieur, la formation des adultes (andragogie) et autres. Au-delà de ces catégories, cet Accord contenu dans l'OMC, précise clairement les modes de commercialisation de ce service éducatifs qui sont au nombre de quatre. Car, l'AGCS encourage le commerce des services (Sauvé, 2002) entre les pays-membres, assure la libéralisation du marché intérieur des pays-membres par la limitation du protectionnisme, prône la privatisation de structures y relatives et autorise une effective concurrence dans le secteur de service

conformément au Préambule du GATT 1947 ainsi que de l'Accord instituant l'OMC. Notons que, pour ce qui est du service éducatif, les pays qui ratifient cet Accord sur le Commerce des Services, voient leur système éducatif soumis aux règles de commerce international qui échappent dès lors à la gestion protectionniste d'antan des États. Ainsi, la mondialisation permet l'émergence d'une nouvelle aire géographique qui est le monde-espace (Jacques Levy, 2007). Le monde devient ainsi un village-global (Marshall, 1990) où chaque acteur est interconnecté et les limites spatio-temporelles sont abolies afin de permettre le partage de flux d'informations. En clair, le monde devient un espace où un fait national/local devient mondial. Cela ne signifie pas qu'elle crée un cadre spatial unifié. Mais elle met dans un même espace-monde, les dynamiques différentes des pays dont les variables varient d'un pays à l'autre du point de vue démographique, économique, social, politique, culturel, environnemental et éducatif (Tarek, 1997 :132).

En clair, avec la mondialisation, le monde rétrécit par l'utilisation des outils numériques qui rapprochent les peuples malgré la distance (Aïcha, 2022). L'usage pédagogique des nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), telles que l'ordinateur, l'imprimerie, la téléphonie vocale et visuelle, la télévision, l'internet, la Visio-conférence, la radio, etc., qui facilitent la fourniture de services éducatifs, a permis la mobilité internationale des enseignants et des étudiants (Nyamba, 200), la mise en ligne des enseignements via le E-learning ainsi que l'apprentissage mixte (présentiel et non-présentiel) via le blended-learning, etc. Les systèmes d'éducation ont donc connu de louables mutation structuro- fonctionnelle (Walo Hutmacher, 2005). Aujourd'hui, avec la mondialisation, les systèmes d'éducation ont connu de mutation pour s'arrimer à la modernisation : la mobilité internationale des enseignants et des étudiants prend de l'essor, l'utilisation des réseaux sociaux pour les échanges collaboratifs en milieu éducatif sont valorisés. Les outils numériques tels que le téléphone android, l'ordinateur portable, le Smartphone, l'Internet, le vidéo-projecteur, le tableau-Blanc Interactif, la télévision sont utilisés à des buts pédagogiques (Boissière, 2013). Il est inéluctable que les TICs sont aujourd'hui des acteurs phares de l'environnement pédagogique. Ils offrent aux enseignants, la possibilité d'encadrer les étudiants en ligne voire à distance, d'organiser le travail collaboratif, d'introduire des forums de discussion, d'organiser des rencontres pédagogiques en face à face ou en vidéo-conférence, de faire des évaluations en ligne (Aïcha, 2022). Il en découle que les apports des TICs facilite la marchandisation de l'éducation encadré juridiquement par l'un des Accords contenu dans l'OMC à savoir l'Accord Général sur le Commerce des Services. Comme exemples de ces apports, nous citons la compression du temps, la compression de l'espace, la compression de l'information stockée (Aïcha, 2020) ainsi que la flexibilité d'usage de ces outils (Lamarche, 2003).

De ce qui précède, il est inéluctable que l'éducation est une priorité dans la mondialisation et les pays qui ont un développement socio-économique louable, stable et exponentiel, sont ceux qui ont investi le plus dans l'éducation, la qualification de ses produits par les compétences acquis via les formations de qualité, attrayante et de pointe. La mondialisation est donc un enjeu majeur de l'évolution d'un pays. C'est un processus d'intensification des échanges et des interdépendances entre les différents espaces de la planète qui modifie les besoins en qualifications et compétences. Ses effets, conjugués à ceux des innovations, donnent un rôle majeur à l'éducation. Toutefois, au-delà des moyens financiers alloués à l'éducation et à la formation par les acteurs de la mondialisation, les systèmes éducatifs nationaux particulièrement ceux des pays du tiers-monde, semblent en difficulté pour relever les défis de l'efficacité et de l'efficience dans une économie mondialisée. Ainsi, face aux nouveaux enjeux qu'engendre la mondialisation sur l'éducation, la finalité des systèmes d'éducation change. Ces enjeux qui mettent l'éducation au cœur des problématiques géopolitiques de nombreux pays (Xiang, 2003), sont les suivants : *les enjeux de développement* vu qu'une société ne peut réellement se développer que si elle consacre une place majeure à l'éducation ; *les enjeux financiers* car, là où l'investissement éducatif est élevé et qualitatif, la croissance socio-économique y suit et des investisseurs participent au financement des écoles et des programmes éducatifs; et *les enjeux idéologiques* vu que l'orientation éducatif n'est pas neutre par principe et reflète l'idéologie du régime en place.

C'est pour cette raison qu'en 2007, l'éducation est reconnue par les Nations- Unies comme un domaine important de la réforme globale du secteur de l'humanitaire ; y assurer l'accès de tous, que l'on soit dans une économie ouverte et en concurrence avec les autres, ou que l'on soit dans une économie fermée, est une nécessité pour le développement humain. C'est à ce titre que les Institutions Internationales, à l'instar des Nations- Unies (CNUCED, 2019), qualifient l'éducation comme étant le « Quatrième pilier de l'humanitaire aux côtés de l'alimentation, du logement et de la santé » (Magali et al., 2010). La concurrence s'installe et les systèmes de production recherchent des mains-d'œuvre qualifiées issues du système éducatif ; ceci, contrairement à une économie fermée (Becker, 1962) où les mains- d'œuvres ne sont pas compétitives et clairement qualitatives.

Il est important de noter que la mondialisation des services éducatifs est normalisée par travers l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS) contenu dans les clauses de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) qui a remplacé le Général Agreement on Tariffs and Trade (GATT). En effet, cet Accord a des impacts politico-éducative et économique-culturelle à l'instar du rôle croissant des acteurs privés dans le financement de l'éducation nationale avec des conditionnalités non-négociables, imposés unilatéralement par les pays Donateurs aux pays bénéficiaires, de la mercantilisation des enseignements, de l'adoption des programmes d'enseignement extravertis et détachés des réalités endogènes locales obstruant aux Changements endogènes, de la manipulation des apprenants à des fins politiques, de la privatisation mal-encadrée de l'offre éducative, de la concurrence déloyale en faveur des prestataires internationaux concernant le commerce de service éducatif, etc. Toutefois, la théorie des avantages comparatifs de David Ricardo contrairement aux avantages absolus d'Adam Smith (Chatel, 2001), soutient que le service éducatif est une nécessité pour l'économie mondiale si et seulement si les États n'adoptent pas des politiques nationales protectionnistes (Laval et Weber, 2002).

Notons que le Cameroun fut signataire de la GATT le 03 mai 1963 et lorsque ce dernier fut remplacé par l'OMC, il en devient membre le 13 décembre 1995 (OCDE, 2002). En effet, cette organisation s'occupe de régir la bonne marche des échanges commerciaux entre différents pays-membres, de garantir la prévisibilité et la liberté des échanges commerciaux, d'imposer un système mondial des règles commerciales, de servir de cadre pour la négociation des Accords commerciaux, de régler les différends commerciaux entre ses États-Membres et de répondre après analyse, aux besoins des pays en voie de développement. Autrement dit, le système de Général Agreement on Tariffs and Trade, tout comme celui de l'Organisation Mondiale du Commerce, ont des règles qui réduisent le protectionnisme de la politique commerciale des États-membres (Zaki, 2003).

Par conséquent, tous les Accords adoptés dans le cadre de l'OMC font prévaloir cette règle commerciale. Et l'AGCS n'en déroge pas et le précise clairement au niveau de son préambule. L'AGCS est donc le premier et l'unique ensemble de règles multilatérales qui régissent le commerce international des services. Il couvre trois domaines de commerces : les marchandises, les services et la propriété intellectuelle. Dans le cadre de cet article, c'est le commerce des services qui nous intéresse. Ainsi, face aux nouveaux enjeux qu'engendre la mondialisation sur l'éducation (Charles et Michelet, 2015) consacrée juridiquement par l'AGCS, on quitte du national pour l'international en faisant fi des particularités de chaque système d'éducation. **D'où notre présent article intitulé : « Historique de l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS) et Évaluation de son apport sur la marchandisation de l'éducation ».**

Il se pose donc le problème de traçabilité de l'AGCS et l'évaluation de son apport sur la marchandisation de l'éducation.

Autrement dit, que signifie en filigrane l'AGCS en lien avec l'éducation ? quels sont les conséquences de cette mondialisation consacrée par l'AGCS sur les systèmes éducatifs nationaux comme le Cameroun ?

2. ASPECT MÉTHODOLOGIQUE

Notre démarche adoptée est celle explicative et documentaire afin de mieux comprendre l'effet de la mondialisation sur le service éducatif, normalisé par l'AGCS et qui a donné lieu à des évaluations internationales tels que PISA, PASEC, TIMSS, PIRLS, Classement de Shanghai, etc (De Ketele, 2010). En clair, la libéralisation et la marchandisation des services éducatifs, consacrées par l'adhésion de nombreux pays à l'OMC et appuyées par la signature de l'AGCS, permet de lire ce rapport entre mondialisation et éducation. Précisons que notre choix de *la recherche explicative* consiste uniquement à expliquer un phénomène (apport de l'AGCS sur la marchandisation de l'éducation).

3. RÉSULTATS DE CETTE RECHERCHE EXPLICATIVE

❖ **Le développement des évaluations comparées des systèmes d'éducation sur le plan internationale, régional ou national.**

En effet, depuis les années quatre-vingt-dix, la mondialisation de l'éducation a mis en lumière l'importance de *l'éducation comparée* dans la connaissance des autres systèmes d'éducation afin d'améliorer son propre système d'éducation, en rapprochant des situations, des problématiques concernant les systèmes éducatifs en mettant l'accent sur leurs similitudes et différences et en se référant à leurs contextes historiques, politiques, économiques et sociaux pour les expliquer. Elle retient ce qui peut être transférable avec les aménagements qui s'imposent en fonction des spécificités locales (Groux et al. 2003 :19). En effet, l'Éducation Comparée se préoccupe d'abord de rassembler et de classer les informations concernant les systèmes éducatifs, les Institutions scolaires, la politique éducative, les finances en matière éducative, les Acteurs de la communauté éducative (enseignants, apprenants, etc.), les curricula, etc. Ensuite, elle explique pourquoi les faits sont tels qu'ils sont en analysant les données

rassemblées et classées à la lumière de l'évolution socio-historique des différents systèmes éducatifs. Enfin, elle propose de solutions pour améliorer la performance des systèmes éducatifs. Il est clair que l'Éducation Comparée est un domaine des Sciences de l'Éducation qui étudie les phénomènes éducatifs dans leurs relations avec le contexte social, politique, économique, culturel, etc., en comparant leurs similitudes et leurs différences dans deux ou plusieurs régions, pays, continents, ou au niveau mondial, afin de mieux comprendre le caractère unique de chaque phénomène dans son propre système éducatif et de trouver des généralisations valables ou souhaitables dans le but final d'améliorer l'éducation. (Van Daele, 1993).

L'autre est la raison d'être de l'Éducation Comparée. L'autre sert de modèle ou de référence, légitime des actions ou impose des silences, imite ou colonise. L'EC est donc une spécialité qui, en relation avec des champs disciplinaires variés, permet d'approcher des réalités éducatives nationale, régionale ou internationale, de les étudier par le biais de la comparaison dans leur contexte global et spécifique (García Garrido, 1987).

❖ **La rentabilité micro-économique et la rentabilité macro-économique.**

Plus on étudie, mieux on gagne sa vie. On gagne en qualification et en compétence. L'éducation est un moteur pour l'économie nationale vu impact positif sur la productivité de l'individu, sur son salaire (Mincer, 1974), sur ses revenus futurs qui contribuent à la rentabilité macro-économique du pays (Becker, 1962). Notons que le rendement d'une année supplémentaire d'étude a un grand impact sur l'économie et les États ont compris l'importance d'investir dans l'éducation qui est un facteur de croissance socio-économique et de stabilité politique, peu importe le niveau de développement technologique du pays. Au regard de l'importance de l'éducation et de la formation sur le plan individuel et sur le plan institutionnel, la mondialisation de l'éducation met en évidence deux types de rentabilité : en premier lieu, nous avons la rentabilité microéconomique ou individuelle où le bénéfice de l'éducation est d'abord pour l'individu lui-même car, les personnes les plus instruites, les plus qualifiées ont plus de chance d'avoir le travail avec un salaire élevé (UNESCO, 2002). Et en deuxième lieu, la rentabilité macroéconomique ou politico-sociale, qui va au-delà de l'intérêt personnel de l'individu (Solow, 1956) pour valoriser l'intérêt nationale.

❖ **L'ingérence des investisseurs institutionnels ou des Acteurs privés dans le domaine éducatif.**

La mondialisation de l'éducation encadrée juridiquement par l'AGCS, a permis l'évolution de « *L'époque gouvernementale* » où l'État détenait seul le pouvoir souverain en matière éducatif à « *L'époque de Gouvernance* » où les Acteurs-non-étatiques qui ont le pouvoir économique, interviennent dans la gestion des systèmes éducatifs des pays qui bénéficient de leur aide (Zaki, 2003). Avec la Gouvernance qui traduit la situation étatique actuelle, la libéralisation du commerce des services éducatifs s'est traduite par l'ouverture du secteur éducatif aux investisseurs privés. Une ouverture qui a eu de répercussions tant sur l'offre éducative que sur la formation professionnelle. Tel est le cas de l'intervention des Institutions de la Bretton- Woods (FMI, BM) et certains pays-développés dans les systèmes éducatifs des pays-sous-développés. En effet, sous la balise des Politiques d'Ajustement Structurel (PAS) et suivant les recommandations de ces Institutions financières (IB), les États africains ont adopté des politiques éducatives nationales ayant indéniablement d'impact non négligeable sur leurs systèmes éducatifs.

En plus de ces Institutions financières internationales, la libéralisation des capitaux dans l'éducation a permis l'apparition des investisseurs-institutionnels (compagnies d'assurances, Partenaires Techniques Financiers, etc.) qui contribuent de façon importante aux dépenses publiques des États dans le secteur éducatif, d'où la dépendance de ces derniers à leur égard. Car, « Plus les États sont dépendants du bon vouloir des investisseurs, plus les Gouvernements doivent favoriser une minorité qui sont la plupart des cas, des détenteurs de fortunes monétaires. Leurs préoccupations sont toujours les mêmes : inflation basse, valeur extérieure de leur monnaie stable et fiscalisation aussi basse que possible de leurs intérêts » (Martin et Schumann, 1997).

Par cette privatisation de l'éducation, les États africains soumis aux conditionnalités de ces Bailleurs de fonds internationaux, ont vu leur intervention limitée, voire diminuée concernant leur monopole de l'offre des services éducatifs, des dépenses publiques éducatives, du financement public de l'éducation, etc. Le rôle des États bénéficiaires soumis au PAS, se limite désormais à faciliter l'accès aux investisseurs privés dans le domaine éducatif, en leur offrant des taux d'intérêts réels positifs et préférentiels par rapport aux investisseurs nationaux. Il y a donc un effacement de frontières entre les pays, nous l'avons déjà évoqué et l'État ne détient plus le monopole de sa politique éducative à cause de l'émergence des nouveaux acteurs suscités (Multinationales, etc.) dans la gestion des systèmes éducatifs. De surcroît, la réduction des dépenses publiques éducatif, a conduit les États à réduire à la fois les salaires des enseignants et à augmenter leurs effectifs par des recrutements massifs sans être regardant sur leur qualification. Ce qui a provoqué une grande faiblesse au niveau de la qualité d'éducation et le départ d'un grand nombre de ces enseignants vers le secteur privé ou vers d'autres secteurs

d'activités plus lucratives ou en cumulant les postes.

❖ **La prolifération des établissements scolaires privés.**

La mondialisation de l'éducation encadrée par l'OMC via l'AGCS, a également permis l'apparition et l'ingérence de ces acteurs privés-étrangers internationaux dans les systèmes d'éducation nationale, a entraîné des corollaires à l'instar de la prolifération des établissements scolaires privés qui présentent une « Diversification des offres éducatives » (Carton et al. 2003 :24) et trouvant des sources de financement moins onéreux sur le marché mondial que dans les étroites limites de leur marché national, sans oublier la qualité dubitative de la formation qu'ils offrent. Également, nous assistons à un phénomène de segmentation du système éducatif avec d'une part, l'existence des écoles à tarifs élevés, réservées majoritairement à la population aisée financièrement et d'autre part, l'existence des écoles dites indépendantes qui accueillent essentiellement les élèves des parents moyens, indigents matériellement ou démunis. L'État y prône la « Gratuité ».

En clair, les établissements éducatifs sont de plus en plus hiérarchisés en fonction des financements extérieurs et du degré d'ingérence des acteurs-privés-étrangers dans les systèmes d'éducation nationaux. Ces investisseurs étrangers ne voient en école qu'un marché, un lieu important de consommations de biens et services qui leur sont rentables ; et les écoles tout comme l'État, voient en ces acteurs-privés-étrangers, des prestataires de services éducatifs. Pourtant, avant l'ingérence dans l'éducation de ces acteurs-privés-étrangers, l'action de ces derniers se limitait uniquement au seul secteur d'approvisionnement des manuels scolaires, des outils technologiques et pédagogiques. Mais, depuis la fin des années quatre-vingt, on assiste à ce changement perceptible de leur implication qui va bien au-delà de la simple fourniture scolaire pour celle de la signature de contrat de services éducatifs.

L'école devient un marché où dans un avenir proche, si rien n'est entrepris contre ce type de mondialisation, « l'éducation ne sera plus sous le contrôle de l'État mais plutôt qu'elle mettrait en œuvre de nouvelles formes de production/prestation sur un marché global » (Hiatt, 2000). Désormais, nous sommes à l'ère de la primauté de l'économie et du financier sur la politique, par conséquent sur l'éducation : « enseigner, diriger un établissement ou y travailler n'est plus participer à une noble mission assurée par l'Etat avec le souci de l'intérêt général. C'est, plus prosaïquement, contribuer à la fourniture d'un service » (Laval et Weber, 2002).

Dans le cadre de cette mondialisation néolibérale dans l'enseignement avec ces nouveaux acteurs institutionnels, nous notons les effets suivants : l'augmentation des taxes de scolarité supportées péniblement par les parents et les apprenants ; trop d'ingérence et d'implication des acteurs privés dans la gestion du système d'éducation et de formation ; l'aggravation des inégalités scolaires et professionnelles qui est le corollaire des inégalités sociales ; l'aggravation des inégalités de développement entre les États d'une même sous-région ; le déséquilibre croissant et irréversible entre les pays-développés (où il y a respect des travailleurs avec un salaire minimum acceptable, une solidarité sociale effective, existence de taxes pour financer la structure de l'Etat pour garantir l'harmonie et la sécurité sociale, autogestion de leur économie et autocontrôle au niveau de leurs frontières, interdiction du travail des enfants, etc.) et les pays-sous-développés avec des travailleurs mal payés, exploitation des enfants, la misère règne, monopole de richesses par une petite élite et entretien des paradis fiscaux, avantage des taxes fiscales des investisseurs étrangers par rapport aux nationaux, détention du secret bancaire par l'élite pour le blanchissement d'argent, trafic d'armes, de drogue, etc.

❖ **Qualification professionnelle dans la relation entre les systèmes d'éducation et les systèmes de production.**

La mondialisation affecte les systèmes d'éducation et touche aux sphères de la vie socio-professionnelle dont on note une précarité de l'emploi pour les personnes non-qualifiées par rapport à celles qui sont qualifiées. Ce qui fait accroître les inégalités socio-professionnelles, l'augmentation du chômage et de la pauvreté qui conduisent à l'exclusion sociale portant ainsi atteinte à la cohésion sociale. La mondialisation de l'éducation impose donc des changements au sein des écoles et Institutions éducatives par l'utilisation des nouvelles méthodes pédagogiques qui mettent le numérique au centre de l'enseignement-apprentissage (le E-learning et le Blended-learning), par la modification dans le curricula d'enseignement, du contenu de l'offre de formation en fonction des changements économiques et des besoins du marché.

En somme, la mondialisation est en quête des mains-d'œuvre qualifiées bien formées. Il revient donc aux systèmes d'éducation de collaborer avec les systèmes de production pour savoir et satisfaire les attentes ou les besoins des entreprises de la qualification de leurs travailleurs afin de transformer ces attentes ou besoins en programme d'enseignement. Car, les travailleurs qui sont peu ou pas qualifiés se trouveront de plus en plus au chômage dans un marché d'emploi globalisé. Mais aujourd'hui, les valeurs de travail ont changé à cause de l'apparition des

nouvelles technologies de l'information qui font que la société soit dominée par le secteur tertiaire ; Ces valeurs sont différentes des valeurs qui ont toujours dominées les sociétés industrielles. La mobilité, la flexibilité, l'adaptabilité et la polyvalence sont devenus les nouveaux termes significatifs du marché de l'emploi.

En péroration, la base de l'insécurité des emplois dans le marché du travail aujourd'hui, émane de la conception toute récente de l'économie du savoir, voire de la commercialisation des services éducatifs. Cette nouvelle vision politico-économique de l'éducation est partagée tant par un grand nombre d'États que par les Organismes Internationaux qui ont un penchant économique manifeste et qui n'ont aucun souci de donner une valeur marchande à l'éducation. Par conséquent, les programmes d'enseignement et les formations scolaires visent à répondre à cet idéal mercantile en préparant l'apprenant pour le marché du travail dans une optique de rentabilité vu que nous sommes désormais dans le « Marché de commerce de services éducatifs ».

❖ La transformation du monde en un village- planétaire.

La mondialisation constitue dès lors l'expression de la modernité et du progrès de l'humanité avec l'accélération des flux de communication et de transport : le monde est devenu ainsi un village-planétaire. Aucun pays n'est alors à l'abri de la mondialisation qui est la mise en place d'un nouveau système de domination fondé sur l'imposition de la logique de marché à toutes les sphères de la société : économique, sociale, politique, culturelle, éducatif, etc. Il est inéluctable que la mondialisation a aujourd'hui bouleversé les systèmes éducatifs tant dans leur organisation que dans leur gestion : l'adoption des différentes réformes éducatives, le développement de la mobilité internationale des étudiants, l'aggravation des inégalités sociales au regard de la reproduction sociale de Pierre Bourdieu, l'intensification des systèmes de classement régionaux et internationaux qui mettent en concurrence plusieurs établissements d'un même niveau d'enseignement.

À la fin de la 2^{ème} Guerre Mondiale, la modernité occidentale qui se définit par quatre caractéristiques principales que sont : l'individualisation, la science moderne, le poids politique des masses et la mondialisation, telle qu'elle s'est développée en Europe depuis le XVI^{ème} siècle s'étend partout et représente une sorte de tournant axial dans l'histoire de l'humanité (Jaspers, 1954). En effet, la mondialisation se caractérise par l'occidentalisation des valeurs avec comme langue, l'anglais ; comme monnaie, le dollar ; comme idéologie, le libéralisme ; comme outil, le capitalisme ; comme système politique, la démocratie. Les Organisations Internationales encadrent la mondialisation : l'OMC encourage les échanges internationaux et limite le protectionnisme. Les pays qui ratifient son Accord (AGCS) voient leur système éducatif soumis aux règles de commerce international qui échappent dès lors à ces États. À cet effet, il y a des États qui ont ratifié par le *NON* concernant la commercialisation de leur système éducatif comme un bien marchandable (Robinson, 2008). Le FMI assure la stabilité financière des États concernés ; la BM prête de l'argent aux pays bénéficiaires ; Le G8, le G20 sont les sommets informels des pays les plus riches, etc.

❖ Démocratisation de l'accès à la connaissance comme flux immatériel

La mondialisation de l'éducation consacrée par l'AGCS est un flux immatériel qui permet la transformation du processus de connaissances ou de savoirs (UNESCO-OCDE, 2005). Car, elle a une profonde incidence sur la transmission du savoir et des connaissances jusque-là influencées par les cultures locales. Elle occidentalise ainsi les cultures endogènes pour une uniformisation de la culture éducative (Dutercq, 1992). Autrement dit, la mondialisation des services éducatifs se lit à travers l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS) contenu dans les clauses de l'OMC. Elle met fin au monopole du savoir en démocratisant l'accès à la connaissance en tout lieu, à tout moment et les outils numériques y contribuent amplement. Nous pouvons illustrer par le cas du MOOC (Guyon et al., 2017), des cours en ligne interactifs, participatifs, ouverts à tous et originellement gratuits. Toutefois, il faut souligner qu'ils existent des États qui ont adhéré à l'OMC sans ratifier aux Accords de Commerce de Service, comme le Canada et la France, parce qu'ils n'ont pas voulu que leur système éducatif soit considéré comme un bien- commerciale/bien-marchand.

En clair, l'éducation est un élément important du capital humain qui permet à tout citoyen instruit, d'améliorer ses capacités socio-professionnelles et d'accroître ses chances d'échapper aux affres de l'indigence matérielle. Elle est donc un enjeu majeur en ce 3^{ème} millénaire caractérisé par la mondialisation, c'est-à-dire, par le commerce des savoirs et facilité par l'évolution fulgurante des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC). L'amélioration des systèmes d'éducatifs par les innovations numériques a conduit à une grande modification des compétences et qualifications. Parler donc de la mondialisation de l'éducation, consiste à s'intéresser à l'avènement, à l'accélération et à l'approfondissement des échanges des services éducatifs qui vont bien au-delà des frontières nationales. Cette réalité entraîne des motifs de comparaisons et de concurrences entre plusieurs systèmes d'éducatifs. Comme exemple de comparaisons internationales dans le domaine éducatif, il y a le

PASEC, le PISA, le Classement de Shanghai, etc. Cette évolution de l'économie mondialisée, requiert nécessairement des mains- d'œuvres qualifiées pour les systèmes de productions, entraînant alors des exigences nouvelles en matière de renouvellement pédagogique et de qualifications que les systèmes d'éducation doivent assurer.

De ce qui précède, il est évident que les bouleversements de l'économie mondiale en quête des main-d'œuvre qualifiées, ont entraîné de changement rapide dans le secteur de l'éducation et de la formation du capital humain, donnant ainsi lieu à l'adoption des réformes nouvelles et de comparaisons sur les plans régional (PASEC, etc.) et international (PISA, PIRLS, etc.). Ainsi, dans l'économie mondialisée actuelle, les systèmes éducatifs sont contraints de procéder à des réformes qui vont les aider à s'arrimer à ce phénomène planétaire inédit, à savoir, la mondialisation. Il existe trois types de réformes de l'éducation découlant de la mondialisation de l'éducation :

- *Réformes fondées sur la compétitivité* qui répondent à la demande de qualification et compétence professionnelle sur le marché du travail en lien avec la réussite scolaire ;
- *Réformes fondées sur les impératifs financiers* qui répondent à des restrictions budgétaires des secteurs public et privé afin de financer l'éducation ;
- *Réformes fondées sur l'équité* qui tentent de parfaire le rôle important du politique de l'éducation comme source de mobilité et de nivellement sociale.

❖ **Apports de l'AGCS sur les services éducatifs : libéralisation, privatisation, dérèglementation.**

Il est important de souligner que cet Accord est un instrument juridique adopté lors du cycle d'Uruguay concernant le commerce des services (Jaspers, 1954). Il est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1995 et est incorporé dans le statut de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) depuis 1996. Il est idoine de préciser que l'Accord de Marrakech de 1994 est le Texte juridique-fondateur de l'OMC et constitue la plus grande réforme du commerce international depuis la fin de la 2nde guerre mondiale (Kuehn, 2000 :1). De mémoire, à l'issue de la 2^{ème} guerre mondiale, 44 pays alliés ont tenu une Conférence le 1^{er} juillet 1944 à Brétonwoods, pour la création d'un nouveau système économique et monétaire mondial plus fiable. Trois organisations ont donc vu le jour :

- La Banque Mondiale (BM), chargée de la reconstruction de l'Europe de l'époque ;
- Le Fonds Monétaire International (FMI) qui doit assurer la stabilité monétaire ;
- L'Organisation Internationale du Commerce (OIC).

Cependant, les divergences d'intérêts sur la réglementation du commerce international par les États-signataires, a mis fin à l'existence de l'OIC. Mais, la nécessité d'intégrer un système économique fiable, va conduire ces même États à créer plutôt le GATT qui est un instrument multilatéral régissant le commerce international (OCDE, 2002), dont le but est de superviser le système commercial multilatéral et le développement du libre-échange. Durant l'existence du GATT, entre 1948 et 1994, le commerce international a enregistré l'un des taux de croissance les plus élevés au monde. Mais il sera remplacé des années plus tard par l'OMC à Marrakech. En d'autres termes, l'OMC fut créée en remplacement de l'Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce (GATT). Également, les Accords qui portent sur le commerce international à l'instar de l'AGCS sont nés le même jour que l'OMC.

En effet, cet Accord international sur le commerce des services (AGCS) a pour objectif d'établir les règles générales de libéralisation du commerce de l'ensemble des activités de services sur le plan international (Slim, 2003). Les services font donc partie du secteur de l'économie mondiale et connaissent une croissance exponentielle depuis quelques décennies. En clair, les services représentent les 2/3 de la production mondiale, le 1/3 de l'emploi sur le plan international et près de 20% de l'ensemble du commerce mondial. Il est idoine de faire un distinguo entre le *service* et la *marchandise* contenu dans cet Accord sur le commerce international : « La marchandise » est un bien-palpable, un bien-physique, un bien-matériel, voire une notion relativement simple signifiant qu'un produit est transporté d'un pays à un autre ; alors que le « Service » est un peu complexe et varié car le service est un bien-immatériel dont la nature varie d'un service à un autre.

❖ **Les 12 Services contenus dans l'AGCS**

Notons que deux parties (*première et deuxième parties*) sont constitutifs de l'AGCS. Cet Accord-cadre fut adopté en 1994 lors de la création de l'OMC. Cet Accord-cadre contient les règles générales de libéralisation applicables à tout domaine de service concerné par l'AGCS. Autrement dit, il s'agit du *cadre réglementaire* qui définit les obligations générales régissant le commerce des services selon un schéma similaire au GATT : la transparence, le traitement de la Nation la plus favorisée, l'accès aux marchés et le traitement national. La *deuxième partie de l'AGCS* porte sur ses *engagements spécifiques*. En effet, l'OMC organise régulièrement des négociations entre les pays-membres pour intégrer des domaines de services tel que précisé dans l'Accord-cadre. Les services qui sont négociés par ces pays-membres sont appelés *engagements* ou *round* dans le texte de l'AGCS. Cette 2^{ème}

partie est composée d'annexes consacrées à *des secteurs de services spécifiques* ainsi qu'au mouvement des personnes physiques.

En effet, les 12 grands secteurs contenus dans l'AGCS sont : les services fournis aux entreprises ; les services de communication ; les services de construction et services d'ingénierie ; les services de distribution ; les services d'éducation ; les services concernant l'environnement ; les services financiers ; les services de santé ; les services relatifs au tourisme et aux voyages ; les services récréatifs, culturels et sportifs ; les services de transports et les Autres services.

❖ **Différence entre Pays qui ont ratifié l'AGCS et ceux qui ne l'ont pas ratifié**

De ce qui précède, il faut souligner qu'il y a des pays qui sont membres de l'OMC, mais qui n'ont pas ratifiés cet Accord. En effet, l'AGCS permet à un pays-membre qui souhaite exclure un secteur de services de ses engagements, de le faire en limitant la portée de ses engagements ou en refusant de prendre tout engagement relatif à ce service ou en se retirant de l'AGCS et de l'OMC. Car, *l'AGCS ne contraint pas les pays-membres à libéraliser un service précis de leurs listes d'engagement*. Il est évident que le champ des services couverts par l'AGCS est partiel, moins contraignant et moins rigide que celui des marchandises visées par le GATT/OMC. Si tous les pays-membres du GATT/OMC ont ratifié la totalité ou la quasi-totalité de leurs tarifs douaniers sur les produits marchands, la majorité d'entre eux n'ont pris aucun engagement contraignant concernant les services. En corollaire, *un pays-membre peut indéfiniment exclure un service de la liste de ses engagements*. Ces derniers avancent l'argument selon lequel, la ratification de cet Accord pourrait nuire à leurs prérogatives régaliennes en matière de politique éducative. Il est idoine de préciser que l'AGCS est applicable aux pays dont le service éducatif est en situation de « concurrence avec un ou plusieurs fournisseurs de services » (*Article 1^{er} alinéa c de l'AGCS*). C'est le cas dans la grande majorité des pays du monde où le secteur public et le secteur privé coexistent dans un système éducatif hybride. Les États sont contraints de libéraliser totalement leur système éducatif selon une base concurrentielle. Il convient de préciser que deux grands principes de libéralisation sont contenus dans l'AGCS. Il s'agit du :

- *Principe relatif à l'accès aux marchés* (article 16 de cet Accord) qui comprend six catégories de limitations devant être clairement précisées dans la liste des engagements par les pays-membres. Il s'agit des mesures quantitatives visant à limiter le nombre de fournisseurs de services, la valeur totale des transactions ou avoirs en rapport avec les services la participation du capital étranger et le nombre total d'opérations de services ou de services produits, et de personnes physiques pouvant être employées dans un secteur de services spécifique, et à restreindre ou prescrire des types spécifiques d'entité juridique par l'intermédiaire desquels des services peuvent être fournis.
- *Principe relatif au traitement national* (article 17 de cet Accord) qui doit être précisé dans la liste des engagements par les États-membres. Parce qu'il n'existe pas de protection douanière pour les *services* comme c'est le cas avec les marchandises, ce principe s'applique sans réserve à ces États pour une libéralisation totale et effective du marché des services. Par conséquent, l'AGCS subit aujourd'hui des critiques dû au fait qu'il introduit les notions de mondialisation, de libéralisation, de privatisation et de commercialisation dans des secteurs d'activités qui étaient auparavant mis à l'écart du marché, comme dans l'éducation.

Avec l'AGCS, les Fournisseurs-étrangers des services d'éducation/investisseurs ont un accès certain et garanti au « Marché de service éducatif » du pays concerné, y compris la faculté de délivrer des diplômes. À cet effet, les Gouvernements nationaux sont contraints d'accorder à ces prestataires/fournisseurs-étrangers de services éducatifs, les mêmes subventions et aides financières faites aux universités et lycées publics-nationaux qui bénéficient d'un financement-public. Ils doivent également accorder des prêts, des bourses d'études et autres aides financières aux étudiants desdits établissements étrangers et le secteur privé bénéficie de la part du secteur public des grandes subventions pour la fourniture de services d'éducation.

❖ **Naissance d'un nouveau concept issu de l'AGCS : le commerce de services**

Il convient de préciser que le *Commerce des services* est un élément dynamique pour la croissance économique et d'intégration économique d'un pays dans la sphère mondiale. Il participe à la réduction des coûts de transaction sur lesquels se joue la compétitivité des économies et des secteurs. En effet, depuis la signature de l'AGCS en 1995, le commerce des services est perçu comme un instrument louable de promotion de la croissance socio-économique. L'AGCS définit le *commerce de services comme étant l'ensemble de fourniture de service conformément à l'un de quatre modes de fourniture définis par cet Accord* dont l'article 1^{er} souligne : « Aux fins du présent Accord, le commerce des services est défini comme étant la fourniture d'un service: a) en provenance du territoire d'un Membre et à destination du territoire de tout autre Membre; b) sur le territoire d'un Membre et à l'intention d'un consommateur de services de tout autre Membre; c) par un fournisseur de services d'un Membre grâce à une présence commerciale sur le territoire de tout autre Membre; d) par un fournisseur de services d'un

Membre grâce à la présence de personnes physiques d'un Membre sur le territoire de tout Membre». Il faut souligner que l'AGCS n'a pas donné une définition précise de ce qui doit être considéré comme *service* : « l'AGCS couvre tous les services de tous les secteurs à l'exception des services fournis dans l'exercice du pouvoir gouvernemental » (al. 3) qui ne sont fournis ni sur une base commerciale ni en concurrence avec d'autres prestataires ou fournisseurs de service éducatif.

❖ **Apports de l'AGCS dans la marchandisation de la digitalisation des enseignements : de la fin du monopole des savoirs à sa démocratisation**

Il est judicieux de préciser que les apports du numérique dans la mondialisation de l'éducation permettent le développement de la révolution numérique. Cette révolution est concomitante à la privatisation croissante du secteur de l'éducation dont le marché est le deuxième marché mondial après celui de la santé. Cette révolution du numérique est un peu comparable à celle de l'imprimerie au XV^{ème} siècle. En effet, alors que l'imprimerie a révolutionné la diffusion du savoir, le numérique lui, a bouleversé non seulement cette diffusion du savoir mais aussi, sa production/construction et sa transmission ; c'est justement ce double effet du numérique qui engendre une perturbation des équilibres économiques du secteur éducatif (Boissière et al. 2013). L'éducation n'échappe donc pas à ce bouleversement lié à l'expansion extrêmement rapide des outils numériques ; en même temps qu'elle tire avantage de cette révolution technologique, en même temps elle subit ce changement qui s'impose à elle.

En péroration, *la mondialisation de l'éducation est la conséquence des changements induits par les technologies numériques qui ont une incidence importante sur les systèmes d'éducation*. La libéralisation et la marchandisation des services éducatifs, consacrés par l'adhésion des pays à l'OMC ainsi que par la signature et la ratification à l'AGCS, permet donc de lire ce lien entre mondialisation et éducation. La mondialisation influence les systèmes d'éducation des pays qui sont signataires de l'OMC et/ou qui ont ratifiés aux Accords sur le Commerce de l'OMC. Il se dessine dès lors une définition de l'éducation qui tient compte de deux critères : public ou privé :

- *L'éducation comme un bien public (processus politique)*. Elle ne se situe pas dans une perspective de concurrence vu qu'elle est ouverte à tous : tout le monde a droit à l'instruction obligatoire. L'éducation est un bien public, contrôlée et régie par l'État ;
- *L'éducation comme un bien privé (marché)*. Par contre ici, la concurrence existe et l'éducation fait l'objet de transaction commerciale. Les cours protégés en ligne dont l'accès est payant, l'éducation transnationale qui offre les services éducatifs payants à distance sans mobilité des apprenants, etc. ;
- *La coexistence de ces deux types de biens*. L'éducation en tant que bien public constitue toujours une question importante pour la société civile et les gouvernements, malgré une forte poussée de l'esprit mercantile de la mondialisation. Elle existe dans les pays qui n'ont pas ratifiés aux AGCS de l'OMC, tout en faisant partie de cet organisme de commerce international, ils ne rejettent pas la conception publique de l'éducation mais ils préfèrent le maintien du rôle de l'État au nom de l'identité nationale mais se comportent comme s'ils ont ratifié cet Accord.

Pour les effets de la mondialisation de l'éducation, nous citons la fin du monopole des savoirs à sa démocratisation. Grâce à ces outils-technologiques et l'accès à internet, les apprenants ont accès aux mêmes informations et ressources éducatives qualitatives que leurs enseignants ; ils ont également la possibilité de choisir les cours qui les intéressent et d'y avoir accès indépendamment du lieu où ils se trouvent grâce aux *plateformes d'enseignement en ligne (MOOCs)* tels que Coursera, etc. ; les *encyclopédies en ligne* tels que Wikipédia, etc. ; les *ressources numériques en ligne* tels que la Bibliothèque Numérique de l'Espace Universitaire Francophone; les *Archives ouvertes* qui sont constituées des bases de données en documentation scientifique qu'ils produisent tels qu'HAL, etc. ; les archives ouvertes réservés uniquement aux enseignants pour la publication de leurs travaux ou/et ceux de leurs étudiants qui ont déjà soutenus; les Archives spécialisées, par exemple dans la publication des travaux sur le numérique en lien avec l'éducation et la formation à l'instar du EduTice, etc.

La mondialisation de l'éducation facilite largement l'apprentissage surtout dans le cadre d'une salle de classe inversée. Elle a également permis la mise sur pied des apprentissages mixtes dans le cadre du E-learning ou du blended-learning. Il est idoine de préciser que même si les apprenants ont accès à des importantes données en ligne pour leur apprentissage, l'encadrement par l'enseignant est une nécessité irréfutable. En somme, « la seule présence de la technologie n'entraîne en elle-même, aucune amélioration des résultats scolaires » (Chaptal, 2003). La présence effective ou virtuelle de l'enseignant est fondamentale dans la formation efficiente de l'apprenant.

❖ **Évolution linéaire du Cameroun concernant la libéralisation du Commerce des services : le Programme d'Ajustement Structurel (PAS), l'Accord de Partenariat Économique (APE) et l'Accord Générale du Commerce des Services (AGCS).**

Le Cameroun est un État unitaire-bilingue qui a ratifié via le Décret n°5/194 du 26 septembre 1995 l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation Mondiale du Commerce. La législation camerounaise reconnaît la primauté de cet Accord sur les lois nationales et il s'applique immédiatement. Le Cameroun est donc membre-fondateur de l'OMC et à ce titre, il accorde le Traitement de la Nation la Plus Favorisée (NPF) à tous ses partenaires commerciaux. Cependant, « Il n'est signataire d'aucun Accord plurilatéral négocié dans le cadre de l'OMC » (Projet JITAP II, 2006) mais, les Accords de l'OMC font partie intégrante du Droit interne du Cameroun et peuvent être invoqués directement sans aucune autre mesure auprès des tribunaux nationaux. Voici l'une des complexités du cas camerounais. Parce que ces Accords de l'OMC s'imposent à lui, ainsi, conformément aux règles de l'Accord Général sur le Commerce des Services, l'article 5 précise les conditions de *la libéralisation progressive des services* dans un nombre important de secteurs d'activités entre le Cameroun pour le cas qui nous concerne et les pays-membres de l'OMC. En d'autres termes, les engagements pris par le Cameroun dans le cadre du Cycle d'Uruguay concernant l'accès aux marchés de ses services, ont été des adjuvants aux multiples réformes macro-éducatives adoptées par ces pays (OMC, 1994). Ce qui eut comme corollaire le grand attrait des investisseurs étrangers dans le domaine des services. Ces derniers bénéficient des incitations du Code d'investissement à l'instar du «Traitement national en faveur des *investisseurs étrangers* sous réserve du respect des dispositions légales et réglementaires ainsi que des Traités et Accords conclus par le Cameroun avec les États dont les investisseurs sont ressortissants ; le droit de ces derniers de transférer les revenus de toute nature provenant des capitaux investis et, en cas de cessation des activités, du produit de la liquidation ou de la cession de l'investissement, etc.».

Comme autre corollaire, nous notons l'adoption des programmes éducatifs tournés vers l'extérieur et détachés des réalités endogènes du pays. Il convient de souligner que la situation actuelle du Cameroun n'est pas similaire à celle qui existait depuis son accession à l'indépendance où la croissance économique a été soutenue et stable, atteignant un taux record de 6,5% en 1986 (Union Européenne, 2014). Cette croissance soutenue est la conséquence du rendement louable des prix des produits de base sur le marché mondial. Mais, l'effondrement de la politique économique nationale dû à la perturbation socio-politique du pays, suivi de la chute mondiale des prix, ont impacté sur l'économie camerounaise entraînant ainsi de grands déficits budgétaires. Situation précaire qui a conduit à l'adoption des plans d'urgences pour stabiliser les finances publiques et remédier à ce déficit budgétaire. Ainsi, en 1988, le Cameroun va commencer des négociations avec les Institutions de la Bretton-Woods (IB) qui vont aboutir au tout 1^{er} Programme d'Ajustement Structurel (PAS) adopté en 1994 qui va conduire à *la libéralisation progressive de ses biens et services* et à *la dévaluation du FCFA qui affaibliront la performance du système éducatif camerounais*. Autrement dit, ce dernier subit les affres de cette libéralisation dans le secteur de service éducatif. Ainsi, à partir des années 1990, la forte dépendance du Cameroun aux financements étrangers venant des Institutions internationales à travers des multiples Bailleurs de fonds, nous fait lire ce constat amer : dorénavant, il est difficile au Cameroun de financer lui-même et tout seul son système d'éducation nationale, d'où en toute logique, son adhérence à l'imposition d'un ordre scolaire mondial des pays comme lui, qui sont dans le cadre des mesures draconiennes des IB. Par exemple, le contenu des réformes éducatives sont identiques dans tous ces pays et ne tiennent pas compte des particularités spécifiques (Laval et Weber, 2002) à chacun d'eux, d'où actuellement des slogans dans ces réformes des termes tels que : pédagogie de grand groupe, pédagogie différenciée, classes multigrades, classes à double flux, diminution des taux de redoublement, scolarisation des jeunes filles, etc.

Quelques années plus tard, le Cameroun qui est déjà dans le cadre de son 2^{ème} PAS et qui subit déjà les conditionnalités des Institutions de la Bretton-Woods, va appliquer l'Accord sur le Commerce de Service de l'Organisation Mondiale du Commerce portant sur cette libéralisation économique, mais avec des pouvoirs accordés aux États de refuser l'application de certains points de l'Accord (OMC, 2013). Nous nous demandons s'il a ratifié cet Accord car, nous n'en avons pas eu la confirmation pendant nos recherches et il y a peu des documents là-dessus. En effet, comme tous les Membres signataires de l'AGCS, le Cameroun a le droit de réglementer la fourniture de *services* dans la poursuite de ses propres objectifs nationaux ; Mais, ces objectifs doivent être compatibles avec les principes de l'AGCS qui stipule que *la libéralisation du commerce des services respectera dûment les objectifs de politique nationale et le niveau de développement des membres* (article 19 de l'AGCS). C'est une flexibilité dans la *libéralisation progressive* du secteur de *service* (Article 12 de l'AGCS). Il faut préciser que c'est à partir de la signature de l'AGCS que le commerce de service est perceptible au Cameroun comme un instrument de promotion de la croissance et du développement, ce qui suit la logique de l'Accord du partenariat économique (Nganou Djoumessi, 2014).

Malgré les mesures de libéralisation autonome prises par le Cameroun dans les *principaux secteurs des services*, des obstacles freinent l'expansion du commerce de services au profit du Cameroun. Car, au lieu de constater une spécificité camerounaise dans l'application des Accords de service de l'OMC, nous constatons au contraire une *uniformisation* de la politique éducative nationale en lien avec les autres pays africains, particulièrement ceux de l'Afrique subsaharienne, qui reçoivent de l'aide financière des pays développés et des Organisations Internationales (Laval et Weber 2002).

En clair, l'interventionnisme accru des pays développés et des Organismes internationaux dans la définition, la mise en œuvre et le financement des programmes éducatifs camerounais, induit que les politiques d'éducation sont de plus en plus impulsées de l'extérieur selon un modèle unique, d'où une certaine uniformisation des réformes de son système d'éducation avec les autres systèmes éducatifs des pays de l'Afrique subsahariennes qui connaissent des situations similaires (Sagadou, 2009). Malgré tout, il faut noter que la dépendance financière de ces pays varie suivant la volonté politique et le contexte socio-économique. En général, leurs politiques éducatives sont financées entre 30% à 80% des sommes publiques destinées à l'éducation (Nomaye, 2001). Ainsi, par-delà les différences historiques, économiques et politiques des pays, on semble de plus en plus assister à l'imposition d'un ordre éducatif mondial.

Néanmoins, le passage de PAS marqué par le *régime des préférences commerciales (MINEPAT, 2013)*, *non-réciproques* entre les pays développés protégés par les IB et les pays sous-développés soumis aux mesures de ces derniers, à l'AGCS qui a mis fin à ce régime de préférence non-réciproque car, la signature de l'Accord sur le commerce de l'OMC a introduit le principe de l'égalité de traitement c'est-à-dire la *réciprocité* qui stipule que les mêmes règles doivent être appliquées à tous les pays signataires peu importe leur niveau de développement socio-économique, nous en sommes aujourd'hui à la *ratification par le Cameroun de l'Accord de Partenariat Économique (MINEPAT, 2013)*. Elle est l'œuvre de l'Union Européenne (UE) qui veut créer des zones de libre-échanges afin de continuer à avoir la mainmise sur les économies de ses anciennes colonies d'Afrique et contourner la flexibilité accordée juridiquement par l'OMC à ses États-membres par l'option de préférence réciproque. Tous ces Programmes et Accords montrent l'importance dans le secteur de l'éducation de l'investissement étranger, appelé de « Présence commerciale » dans l'AGCS et de « Partenaires techniques financiers » dans le cadre du PAS et de l'APE pour l'ouverture du pays.

Vu que « La plupart des pays ACP sont devenus membres de l'OMC, il fallait rendre le régime commercial de l'Accord de Cotonou compatible aux règles commerciales multilatérales de l'OMC. C'est ainsi que l'APE naît de l'accord de Cotonou signé le 23 Juin 2000 pour une durée de 20 ans. En effet, les négociations d'un Accord de Partenariat Économique de l'Union Européenne (APE) avec l'ensemble des pays d'Afrique Centrale tels que Cameroun, République Centrafricaine, Congo, RDC, Gabon, Guinée Équatoriale, Sao Tomé et Príncipe, Tchad (Minko Mve, 2017) ont commencé depuis 2003 avec comme objectif initial, la conclusion d'un Accord commercial régional complet au plus tard le 31 décembre 2007. Mais, au lieu d'un Accord régional avec les 8 États, c'est le Cameroun tout seul qui a pris le devant pour parapher le 17 décembre 2007 un APE dit d'étape ou intérimaire avec l'UE. Cet Accord a été signé le 15 janvier 2009 et ratifié le 22 juillet 2014 par le Cameroun seul.

Il semble donc que la décision du Gouvernement camerounais a été prioritairement commandée par des calculs et des motivations politiques plutôt que par des raisons ou justificatifs économiques mesurables, documentés et opposables à toute évaluation contradictoire. Cet APE dit intérimaire est précisément un Accord commercial régional, sauf qu'il n'a été signé du côté « Afrique centrale » que par la République du Cameroun tout seul sans aucun accord préalable des autres parties : les sept autres pays et les deux communautés régionales (CEMAC et CEEAC). Cette démarche du Cameroun fragilise la solidarité économique et commerciale et l'intégration Sous-Régionale et surtout, cette attitude du Gouvernement camerounais dans le cadre de la CEMAC, vient perturber/fragiliser une construction qui se veut concertée, cohérente, convergente et robuste d'une stratégie politico-commerciale communautaire face à l'UE dans le cadre des négociations de l'APE. Au regard des règles de l'Union Économique de l'Afrique Centrale (UEAC), le Cameroun, en signant et en ratifiant unilatéralement l'Accord d'Étape intégrant la suppression du Tarif Extérieur Commun (TEC) a délibérément transgressé les règles de la CEMAC. De ce point de vue, cet Accord signé et ratifié par le Cameroun, n'engage que le Cameroun et le Cameroun seul. Il n'a en conséquence aucune validité juridique pour les sept autres pays et les deux Communautés régionales ».

❖ L'AGCS et la mondialisation de l'éducation dans le contexte africain

Au regard de toute cette ouverture du service éducatif encadré juridiquement par l'AGCS (Leroux, 2002), l'on se pose cette question : *que gagne l'Afrique de l'ouverture de son système éducatif comme un bien-marchand sur le plan international, régional ?* En effet, la mondialisation de l'éducation ne profite pas comme il se doit à l'Afrique

(Ndoye, 1997) qui souffre de nombreux maux de son système d'éducation et qui est laissée pour compte. Car, il s'agit en quelque sorte d'une recolonisation des pays africains. Par exemple, l'éducation en Afrique subsaharienne n'a pas impacté sur le processus de la mondialisation, mais au contraire, c'est plutôt l'éducation de cette partie de l'Afrique qui subit les affres de la mondialisation de l'éducation vu que sur le marché mondial, c'est donnant-donnant, dans ce cas, qu'offre l'Afrique ? L'Afrique est même exclue du jeu économique mondial dont les flux de capitaux se concentrent sur les pays de la Triade (Tilman et Delvaux, 2000). Les conséquences de la mondialisation sur le système éducatif de l'Afrique et surtout sur l'emploi y sont à revoir face à la compétitivité internationale, d'où les multiples licenciements et les baisses drastiques des salaires, sans oublier l'affaiblissement du tissu économique que compose le secteur formel privé ou public, et l'essor du secteur informel. C'est pourquoi l'ancien Ministre de l'Alphabétisation et des Langues Nationales, puis Ministre de l'Éducation de Base et de la Promotion des Langues Nationales au Sénégal, Mamadou Ndoye (2017) déplore cette privatisation de l'éducation en Afrique en soulignant l'urgence de penser à la réforme des systèmes éducatifs africains qui sont trop extravertis, c'est-à-dire, ils préparent les jeunes dans l'esprit de l'extérieur. La langue d'instruction est généralement des langues extérieures à l'Afrique. L'école, telle qu'elle est, est d'origine occidentale, et quand on regarde les contenus éducatifs, la plupart présentent des modèles étrangers. Ce qui fait que les jeunes aujourd'hui, au lieu de connaître l'histoire générale de l'Afrique et d'être fiers de cette histoire, l'école de la mondialisation en Afrique aujourd'hui, s'éloigne de cela et magnifie les valeurs culturelles d'ailleurs (Aïcha, 2021). Pourtant l'Afrique a été la mère de toutes les civilisations du monde ; Si les jeunes étaient imprégnés de cette histoire de l'Afrique, ils auraient dû être beaucoup plus fiers de l'Afrique (Ndoye, 2017).

En effet, la mondialisation de l'éducation affaiblit l'école publique africaine ainsi que les valeurs locales africaines transmises par le biais de cette école, vu que la mondialisation actuelle permet la diffusion d'un modèle économique unique accompagné de son modèle culturel et éducatif. Par conséquent, c'est le modèle éducatif de l'Occident qui domine le monde (Solow, 1956), y compris les systèmes éducatifs africains. Ce n'est donc pas la mondialisation d'un modèle synthétisé, mais plutôt la mondialisation d'un seul modèle occidental. C'est pourquoi, comme palliatifs, certains penseurs soutiennent que l'Afrique doit « Développer une culture de résistance » à la mondialisation, si elle ne veut pas être reléguée au rang d'une « Économie de mendiants ». Mais pour d'autres, peu importe les impacts de la mondialisation (OMC, 2001) sur les systèmes d'éducation du continent, l'Afrique ne pourra pas avancer en se tenant à l'écart de ce phénomène inédit à l'échelle planétaire. Elle doit plutôt développer une spécificité qui lui soit propre et qu'elle peut offrir et échanger avec les autres sur le plan mondial.

En clair, la mondialisation de l'éducation lorsqu'elle n'est pas profitable à un État, entraîne le sous-développement et la pauvreté qui deviennent des valeurs dominantes et sont à l'origine du manque de respect des aînés et des Érudits, du repli identitaire, du sentiment de supériorité par rapport aux autres, des conflits, de multiples affrontements et violences qui accablent le monde. Ce qui nous pousse à rappeler qu'historiquement, les systèmes éducatifs ont été pensés pour transmettre la culture des générations adultes aux jeunes générations, car : Les jeunes générations ne possèdent pas de culture propre par conséquent, ils assimilent mieux les modèles culturels des adultes sans opposer une quelconque résistance ;

- Il existe une homogénéité de la culture des adultes et de l'état d'esprit de la jeune génération devant recevoir la culture des adultes qui est caractérisée par la stabilité de la production des structures des savoirs et connaissances dans le temps ;
- Les systèmes éducatifs, à travers les écoles sont les principaux systèmes-experts dans le domaine de la transmission de connaissances et de savoirs.

Mais, sous l'effet de la mondialisation, l'école n'est plus le seul socle par lequel se transmet ce savoir. On assiste à l'hétérogénéité culturelle et à la reconnaissance des cultures historiquement assujetties en position d'infériorité par rapport à la culture occidentale qui est civilisationnelle donc supérieure (Aïcha, 2021). En conséquence de cette reconnaissance, on voit apparaître dans de nombreux pays, une demande de prise en compte de cette diversité linguistique dans la gestion des systèmes éducatifs. Autrement dit, il s'agit d'inclure l'enseignement des langues locales (Aïcha, 2020) dans les programmes scolaires (. Là où cette reconnaissance est refusée, de graves conflits apparaissent et conduisent à des guerres et à des génocides, la rendant encore plus nécessaire.

4. CONCLUSION

Nous sommes arrivés au terme du traitement de notre article intitulé « Historique de l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS) et évaluation de son apport sur la marchandisation de l'éducation ». En effet, il s'agit pour nous de montrer l'apport de l'AGCS au niveau de l'encadrement juridique et institutionnel qu'il apporte dans la marchandisation de l'éducation. Ce qui permet aux États engagés clairement dans l'ouverture de leur système d'éducation de bénéficier des contours juridiques dans leur déploiement. La mondialisation de

l'éducation est consacrée par l'Accord Général sur le Commerce des Services de l'Organisation Mondiale du Commerce. Pour y parvenir, nous avons opté pour une recherche explicative vu la nécessité de comprendre cet Accord et ses impacts multiples. La démarche historico-évaluative, nous a mené à présenter la naissance de cet Accord, les enjeux de son adoption par le Cameroun et par d'autres pays. La clarification conceptuelle nous a permis d'éclairer certaines notions fondamentales à la compréhension de notre thématique. Au même titre que des ressources premières, l'éducation est un facteur incontournable des problématiques géopolitiques. Concernant l'Afrique, elle est tributaire de cinq systèmes éducatifs coloniaux : Francophone, Anglophone, Hispanophone, Portugalophone et Germanophone (Aïcha, 2022). Par conséquent, parler du système éducatif en Afrique est difficile car, il est calqué sur le système éducatif français pour ce qui est de l'Afrique francophone (Larsen et al., 2002). ; anglais pour ce qui est de l'Afrique anglophone, espagnol pour ce qui est de la Guinée équatoriale, etc. bref, du système éducatif colonial. Autrement dit, la colonisation en Afrique a eu d'impact dans la civilisation, la culture et l'éducation africaine. L'Afrique garde encore les marques du système éducatif colonial. Dans tous les pays africains, les systèmes d'éducation marqué et dominé par les systèmes hérités de la colonisation, se réforment et se développent suivant le même schéma scolaire classique : de la SIL au CEPE/CEP, puis de la 6ème au BAC, puis l'Université (Aïcha, 2020). Il est temps pour l'Afrique de tirer profit de cet Accord et de la mondialisation de l'éducation l'Afrique, ce qu'elle doit donner d'elle-même dans le marché mondial du savoir, ce qui caractérise ses systèmes éducatifs basés sur le mémoriel et la reproduction de ceux de l'héritage coloniale ou à l'image des anciennes métropoles (Nyamba, 2005), si elle parvient à édifier son propre système d'éducation qui tient compte de ses rites, de ses valeurs culturelles et culturelles, alors, il y'a un grand espoir que l'Afrique soit effectivement au rendez-vous de la mondialisation de l'éducation (Larsen et al., 2002).

REFERENCES

1. Aïcha M., (2020), « De L'éducation Nationale A La Prestation De Service Éducatif : Une Consécration De l'Accord Général Sur Le Commerce Des Services (AGCS) De l'Organisation Mondiale Du Commerce (OMC) », *International Multilingual Journal of Science and Technology*, ISSN : 2528-9810, Vol. 5 Issue 8.
2. Aïcha M., (2021), « La place négligée des langues locales dans le système éducatif camerounais : vers une insécurité linguistique ? », *In ouvrage collectif sous la direction du Pr Théophile CALAÏNA intitulé Le tryptique culture, identité et sécurité pour le développement en Afrique face au défi de la mondialisation*. ISBN : 978-2-490414-16-1, Oasis des Lettre.
3. Aïcha M., (2023), « Impact de la pandémie du covid-19 sur l'enseignement-apprentissage dans les établissements scolaires du département de la vina, Adamaoua-Cameroun », *Education Research Journal*, ISSN 2026-6332, Volume (12) Issue (3) : 24 – 30.
4. Becker, G., (1962), «Investment in human capital: a theoretical analysis», *Journal of Political Economy*, vol. 70, pp. 9-49.
5. Boissière, J., Fau, S. et Pedro, F., (2013), *Le numérique une chance pour l'école*, Paris, Armand Colin.
6. Carton, M., Lagier, F., et Weyer, F., (2003), *Rapport secteur Education, savoir, mondialisation, inégalités, éducation*, IUED Genève.
7. Chaptal, A., (2003), *L'efficacité des technologies éducatives dans l'enseignement scolaire. Analyse critique des approches française et américaine*, Paris, Harmattan.
8. Charles, N., Delpech, Q., Michelet, J., (2015), *investir dans l'internationalisation de l'enseignement supérieur*, éd. France-Stratégie.
9. Chatel, E., 2001, *Comment évaluer l'éducation ? Pour une théorie sociale de l'action éducative*, Delachaux et Niestlé.
10. CNUCED, (2019), *Rapport des Nations-Unies sur les pays les moins avancés*, Genève.
11. De Ketele, J-M., (2010), « Face visible et caché des classements internationaux », *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, n° 54, septembre, p. 39 - 47, 2010.
12. Dutercq, Y. (1992), *Les professeurs*. Hachette.
13. Guyon, M., Delpeyroux, S., Bachelet, R., Rouveix, F. et Truche, C., (2017). *Intégrer un MOOC : outils, pratiques, facteurs-clés de succès*. Grenoble.
14. Jaspers, K., (1954), *Origine et sens de l'histoire*, Paris, Plon.
15. Kuehn, L., (2000), « Keep Public Education Out of Trade Agreements », N.P., British Columbia Teachers' Federation, p. 1.
16. Lamarche T., (2003), « L'OMC et l'éducation : normalisation de l'éducation pour en faire une marchandise échangeable internationalement ? », *in Politiques et management public*, vol. 21, n° 1, pp. 109-130.
17. Larsen, K. ; Vincent-Lancrin, S., (2002), « Le commerce international de services d'éducation : est-il bon ? Est-il méchant ? » Dans *Politiques et gestion de l'enseignement supérieur*, volume 14, n° 3, pp. 9-50.
18. Laval, C. et Weber, L., (2002), *le nouvel ordre éducatif*, Paris.
19. Leroux, É. H., (2002), « L'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS) : règles propres à des secteurs particuliers », *in les Cahiers de droit*, 43 (3).

20. Martin, H.P. et Schumann H., (1997), *Le Piège de la mondialisation. L'agression contre la démocratie et la prospérité*.
21. MINEPAT (2013), « Plan d'adaptation de l'économie camerounaise dans la perspective de l'entrée en vigueur de l'APE », n°10.
22. Minko Mve, B., (2017), « La mondialisation comme processus d'ouverture au monde pour l'Afrique », *Revue gabonaise d'Anthropologie*, no 2, Paris, pp.5-39.
23. Ndoye, M., (1997), « Mondialisation, développement endogène et éducation en Afrique », *mondialisation économique et politique de l'éducation, Perspective* N° 101, pp 85-90.
24. Ndoye, M., (2017), « Revisiter la qualité de l'éducation en Afrique pour les objectifs de développement durable », *Le News Journal du Groupe de travail de l'ADEA sur la Communication pour l'éducation et le développement* N° 12.
25. Nganou Djoumessi, E. (2014), Ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, « De l'accord d'étape vers un accord de partenariat économique », allocution prononcée devant la Commission des Affaires Étrangères de l'Assemblée Nationale le 09 juillet 2014.
26. Nomaye, M., (2001), *éducation de base au Tchad*, collection Education et Société, Harmattan.
27. Nyamba, A., (2005), « Quelle place pour les systèmes éducatifs et de formation dans la mondialisation ? Les systèmes éducatifs et de formation africains : une situation chaotique et paradoxale », *Éducation et sociétés*, n° 16, p. 53-69.
28. OCDE, (2002), Commerce, éducation et AGCS : les tenants et les aboutissants, Editions de l'OCDE
29. OCDE, (2012), « Horizon 2060 : perspectives de croissance économique globale à long terme », *Études de politique économique de l'OCDE* N° 03.
30. OMC, (1994), Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce.
31. OMC, (2001), *Examen de politique commerciale du Cameroun. Préambule GATT 1947 et Accord instituant l'OMC*.
32. OMC, (2013), « Examen des politiques commerciales, Rapport du Secrétariat, Pays de la CEMAC, Annexe 1 Cameroun ».
33. Projet JITAP II, (2006), *impacts des Accords de l'OMC sur l'économie du Cameroun, négociation et mise en œuvre*. Ministère du Commerce, Cameroun et la CNUCED dans le cadre du Programme Intégré Conjoint d'Assistance Technique (JITAP).
34. Robinson, D. (2008), « L'éducation n'est pas un produit commercialisable », dans *Commerce et éducation*.
35. Sagadou, J-P., (2009). « L'intégration africaine ou le désir de l'autre », *Augustin*, no 4, p.41-48. Disponible en ligne : www.assomption.org (dernier accès janvier 2022).
36. Sauvé, P. (2002). « Commerce, éducation et AGCS : les tenants et les aboutissants ». Dans : *Politiques et gestion de l'enseignement supérieur*, volume 14, n° 3, p. 51-85.
37. Sauvé, P., (2002), « Commerce, éducation et AGCS : les tenants et les aboutissants », *Politiques et gestion de l'enseignement supérieur*, n° 14, p. 51-85.
38. Slim, A. (2003), « Une Zone de Libre-échange dans les Balkans a-t-elle un sens ? », *Balkanologie* VII [1] , 06/2003, pp. 171-188.
39. Solow, R. M., (1956), «A Contribution to the theory of Economic Growth», *Quarterly Journal of Economics*, vol. 70, pp. 65-94.
40. Suzanne, B., (2003), *Notre première mondialisation, leçons d'un échec oublié*, la République des idées, Seuil.
41. Tilman, F. et Delvaux, E. 2000, *Penser le projet. Concepts et outils d'une pédagogie émancipatrice*, Ed. Chronique Sociale.
42. UNESCO-OCDE. 2005. *Lignes directrices pour des prestations de qualité dans l'enseignement supérieur transfrontalier*. Paris.
43. Union Européenne (2014), « Accord de Partenariat Économique Intérimaire (APEI) Afrique centrale–Union Européenne :un nouveau partenariat pour le commerce et le développement, Comment l'APE peut aider le Cameroun à devenir un pays émergent ? »
44. Zaki, L., 2003, *Souveraineté et mondialisation*, IUED, Genève.